Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

1 | 2019
Doctrines

Argentine

Diego Marcelo Ledesma Iturbide

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdctss/1675>

DOI : 10.4000/rdctss.1675

ISSN : 2262-9815

Éditeur

Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2019

Pagination : 176-179

ISSN : 2117-4350

Référence électronique

Diego Marcelo Ledesma Iturbide, « Argentine », *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* [En ligne], 1 | 2019, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 13 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rdctss/1675> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdctss.1675>

Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

DIEGO MARCELO LEDESMA ITURBIDE

UNIVERSITÉ DE BUENOS AIRES

L'actualité nationale en matière économique et sociale est marquée par la décision gouvernementale de réduire drastiquement l'inflation et le déficit fiscal par la mise en œuvre d'un solide plan d'ajustement. Ce programme implique, essentiellement, une réduction progressive des subventions de l'État en faveur de l'énergie et du transport, ainsi qu'un non élargissement de la base monétaire, parmi les nombreuses mesures prises dans le cadre des actions politiques auxquelles l'Argentine s'est engagé vis-à-vis du Fonds monétaire international (FMI) et de l'accord d'aide financière signé avec ce dernier le 20 juin 2018, prolongé le 26 octobre 2018, pour une durée de 3 ans, qui vise à renforcer et stabiliser la situation économique agitée du pays.

Il convient de signaler que ces accords sont conclus dans un climat politique, social et économique marqué par les objectifs clés poursuivis par le gouvernement depuis le début de son mandat, en décembre 2015 : la nécessité de dynamiser et de moderniser l'économie nationale pour parvenir à la croissance économique et à réduire la pauvreté. Pour y arriver, il estime nécessaire de mettre en œuvre des politiques néolibérales tendant à stimuler l'investissement privé et à créer ainsi des postes de travail « authentiques » (comme il a l'habitude de le dire). Sont adoptés des actions et instruments orientés vers la modernisation, la facilitation, la réduction du coût de la main-d'œuvre et la flexibilité du travail. Le régime des retraites et pensions est un autre domaine d'intérêt particulier pour le gouvernement. Il poursuit donc ses réformes, en vue, notamment, de relever l'âge de la retraite, d'abaisser les montants des prestations, d'augmenter la participation du capital privé dans le total des revenus du secteur passif et ainsi de relativiser la couverture et l'importance du régime de répartition public. Il faut souligner que ni la raison ni la portée concrète de ce qui est envisagé n'ont été, jusqu'à ce jour, clairement formulées. Nonobstant, telles sont les aspirations générales, diverses et diffuses, qui nourrissent l'intention ferme du gouvernement de promouvoir une réforme intégrale et profonde du système des relations de travail et du régime de prévoyance.

Jusqu'ici, la mise en œuvre concrète du projet réformiste du gouvernement a rencontré des difficultés pour différentes raisons, essentiellement politiques. On n'enregistre donc pas de progrès significatifs, sauf sur certains aspects du régime des accidents de travail, à travers l'adoption de la loi 27348 en février 2017, qui a rétabli un système controversé de conciliation préalable et obligatoire devant les tribunaux administratifs nommés Commissions médicales ; et, en matière de prévoyance, avec l'adoption de la loi 27426 au mois de décembre 2017, qui a modifié l'indice d'actualisation des prestations de la Sécurité sociale au détriment de ses bénéficiaires. Le gouvernement ne doit certainement pas ignorer que le « retour au FMI » précédemment mentionné, avec ses conditionnements et exigences, a eu un impact politique très négatif sur une part importante de la population¹ et constitue un obstacle à la mise en œuvre pratique de son idéologie réformiste.

1 En effet, et en dépit des termes de l'accord qui ont été portés à la connaissance du public, on perçoit de la méfiance face à ce qui pourrait se passer au regard de l'histoire économique et sociale récente de notre pays. Nous faisons référence à ce qui s'est passé pendant la crise économique et sociale extrêmement profonde qui s'est abattue sur l'Argentine au mois de décembre 2001 et au rôle attribué au FMI et à ses solutions.

En résumé, la période analysée montre la permanence de cette situation, les progrès récents étant plutôt secondaires et ayant un impact relativement faible. Ainsi, le décret 54/2019 du 18/01/2019, qui prévoit l'augmentation des avantages fiscaux prévus pour ceux qui contractent une assurance vie et de retraite, ces compensations venant en complément de la retraite offerte par l'État.

D'autre part, la détérioration générale continue et progressive en matière économique et sociale est à l'origine de l'augmentation de certaines tensions institutionnelles et de l'extension progressive des conflits sociaux. En ce sens, l'année 2018 a vu une érosion considérable des salaires réels, ainsi qu'une baisse de leur valeur en dollars. Pour ce qui est du premier point, la moyenne des accords d'augmentation (ou d'actualisation) salariale conclus au cours de l'année dans le cadre de la négociation collective (qui est centralisée dans notre pays) a été très inférieure au niveau d'inflation atteint sur la même période. Alors que cette inflation dépassait les 47 %, on estime que la moyenne de ces accords est de 27 %, ce qui conduit à une différence proche des 20 %². Pour ce qui est du deuxième point, il y a eu sur la période une forte dévaluation de la monnaie nationale face au dollar (estimée à 50,6 % sur l'année) avec pour conséquence la brusque dépréciation du salaire en dollars.

Certes, cette perte du pouvoir d'achat des salaires a lieu, par ailleurs, pendant une période caractérisée par la poursuite de la décision gouvernementale qualifiée de « Processus de recomposition tarifaire », avec des augmentations successives, généralisées et très significatives des tarifs de services essentiels pour la population, tels que les transports en commun, l'approvisionnement et la distribution en eau potable, l'alimentation électrique, les combustibles, la médecine privée et les péages, entre autres. Ce scénario contribue à expliquer pourquoi l'année 2018 a connu une forte récession économique (estimée à plus de 3 %), une chute abrupte de la consommation interne (estimée à plus de 4 %), la fermeture d'entreprises et par conséquent la perte de postes de travail (essentiellement dans l'industrie manufacturière), ainsi que l'augmentation des indices du chômage, de la pauvreté et de l'indigence³.

Le 5 septembre 2018, le gouvernement a publié le décret 801/2018, annoncé comme un geste d'austérité ayant un impact sur les sujets susmentionnés, avec des modifications de la Loi sur les ministères, prévoyant la suppression de dix ministères, dont le Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale et le Ministère de la santé. Les attributions du premier ont été transférées au nouveau Ministère de la production et du travail, avec les Secrétariats à l'emploi et au travail d'une part, et au Ministère de la santé et du développement social, avec le Secrétariat de la sécurité sociale d'autre part.

-
- 2 Il convient de souligner que la réduction est considérée essentielle également pour contrôler l'inflation grâce à la chute de la demande. De fait, le secteur des entreprises a dû assumer lui-même en grande partie la hausse inflationniste des prix majoritaires qui, selon les estimations officielles, a atteint 73,5 % en 2018.
 - 3 Les derniers indices officiels de pauvreté et d'indigence en Argentine étaient ceux correspondant au premier semestre de l'année 2018 et étaient de 27,3 % et de 4,9 %, respectivement.

Soulignons également que la situation économique et sociale, en particulier la forte inflation enregistrée au cours de l'année, a incité le gouvernement à publier, en date du 12 novembre 2018, le décret 1043/2018 imposant le versement d'une « prime de fin d'année » pour tous les salariés du secteur privé. Cette prime est à la charge des employeurs, d'un montant égal à la somme de 5 000 \$⁴ et payable en deux versements égaux et consécutifs de 2 500 \$, conjointement au paiement des rémunérations de novembre et décembre. Cette mesure exceptionnelle a par la suite été étendue aux salariés du secteur public national et provincial, ainsi qu'aux titulaires d'allocations familiales, même si le montant et les modalités de versement varient selon les cas. D'autre part, le même décret prévoit, comme mesure temporaire jusqu'au 31 mars 2019, que les employeurs du secteur privé doivent, avant de procéder au licenciement sans motif valable d'un salarié titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée, communiquer sur ce sujet avec le Ministère du travail et de l'industrie. Il est prévu que ce ministère puisse, à son tour, d'office ou à la demande de tiers, convoquer les parties et les représentants syndicaux du salarié à une ou plusieurs audiences afin « ... d'étudier les conditions du déroulement du futur licenciement ». La disposition établit que le non-respect de ces dispositions entraîne pour le contrevenant l'application des dispositions de la loi 25.212, du Régime général de sanctions pour infractions aux règles du travail.

Le climat économique et social actuel, avec ses perspectives futures, crée des pressions sociales et, logiquement, tend les relations entre le gouvernement et les associations représentatives de salariés face à une éventuelle aggravation et généralisation du conflit social. Cependant s'instaure un climat de dialogue et de négociation entre le gouvernement et la Confédération générale du travail (CGT), dont la relation n'a pas été exempte de situations de conflit à forte répercussion médiatique. Dans tous les cas, le scénario reste instable, opaque et tendu. La période a aussi vu ce qui a été nommé la « Marche aux flambeaux », une mobilisation contre les dénommés « supertarifs », qui a eu lieu le 10 janvier 2019 dans la Ville autonome de Buenos Aires. Cette marche a été convoquée par d'autres associations du monde syndical (les deux CTA et le Syndicat des camionneurs notamment), et s'y sont joints des regroupements de quartier, des chambres de commerce, des associations de consommateurs et des organisations sociales. Cette manifestation s'est exprimée à plusieurs reprises en différents lieux du pays.

La relation entre le gouvernement et la Cour suprême de justice de la nation constitue un autre point important. La Cour doit trancher des questions d'une grande importance pour le Gouvernement en matière économique et sociale, notamment en matière de prévoyance. Un exemple significatif est le jugement rendu le 18 décembre 2018 dans l'affaire « Blanco, Lucio Orlando c/ Anses s/réajustements variables », dans laquelle la Cour a décidé de l'application de l'indice ISBIC (Indice des salaires de base dans l'industrie et la construction) pour l'actualisation du capital concernant la dépendance d'un affilié au régime de prévoyance, et pour le calcul de son capital de retraite. Le prononcé de la Cour,

4 En tant que donnée de référence, il est signalé que la rémunération imposable moyenne des salariés stables (RIPE), était égale à la somme de 33 154,28 \$ au mois d'octobre 2018, d'après les données officielles.

adopté à la majorité de ses membres, rejette la posture du gouvernement et déclare l'inconstitutionnalité de la réglementation prévoyant l'application d'un autre indice moins favorable au bénéficiaire. On espère que le jugement, même s'il est formellement limité dans ses effets aux parties à l'affaire, aura un impact sur les 150 000 cas actuellement en attente devant les tribunaux pour les mêmes motifs. Le texte de la décision suppose, sans plus, d'invalidier la façon dont l'administration effectue le calcul de pratiquement toutes les prestations de prévoyance, ce qui augure d'éventuelles conséquences importantes pour le fisc.